

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

samedi 6 janvier 1978

N° 4

PRIX antilles 1,50 F
france 2 F

Editorial

conversations vagues au bord de l'eau

« Il (le sommet) traduit une évidente réalité : la nécessité pour les dirigeants des pays les plus puissants économiquement et politiquement de se retrouver pour réfléchir ensemble... il sera beaucoup question de diplomatie, de défense, d'économie... les problèmes monétaires ne seront pas abordés... aucune décision d'importance ne sera prise... rencontre amicale, informelle, personnelle !

Bref, à lire ce qu'en dit France-Antilles et qui confirme ce qu'en dit la presse internationale, tout le monde semble unanime pour constater que les chefs d'Etat ne parleront de... rien, au «sommet» de Saint-François.

Pourtant, ce ne semblait pas être au départ tout à fait l'objectif de Giscard lorsqu'il a proposé cette rencontre. Il proposait de discuter après la création d'une prétendue monnaie commune à plusieurs pays européens, l'ECU, des problèmes monétaires mondiaux. En particulier à ce niveau, il pensait implorer quel que peu l'aide des USA dont le dollar qui baisse régulièrement depuis quelques années augmente l'inflation en Europe. Il faut croire que Carter a fait la sourde oreille puisqu'il a orienté la rencontre sur l'un des sujets les plus usés de la diplomatie internationale depuis la fin de la guerre : le désarmement.

Carter a dégonflé le ballon. Les chefs d'Etat en seront réduits à blablater, sur d'éminentes généralités en prenant l'air sérieux.

L'impérialisme US, maître de l'économie mondiale et qui fait payer son inflation par les pays d'Europe notamment reste, on le voit, bien maître des discussions à ces rencontres au sommet, même si ce sont d'autres qui en prennent l'initiative.

On assiste donc à tout un remue-ménage pour bien peu de choses en réalité.

Et, les habitants de la commune de St-François observent d'un œil amusé l'inhabituelle excitation qui, depuis plusieurs jours règne dans leur commune : le ratissage du territoire par les «képis rouges», la prise d'assaut des chambres de particuliers, des hôtels. Les techniciens de l'EDF, des PTT sont sur pied de guerre, ils réparent, installent à la hâte de nouvelles lignes dans les hôtels. Du matériel américain par caisses a débarqué. Des cocotiers ont «poussé» en l'espace de quelques jours autour de la marina de St-François.

Les journalistes et les commentateurs si friands de ce genre d'événements à sensation auront pour une fois bien du mal à trouver matière à commentaires ! Peut-être devront-ils se rabattre alors sur le chaud soleil de Janvier et sur le sable des plages environnantes qui changent de la vague de froid que connaît à l'heure actuelle les pays tempérés. C'est ce qu'ils feraient de mieux, d'ailleurs.

Sommet de Saint-François :

DE QUOI

DISCUTENT-ILS ?

Comme il fallait bien trouver un sujet de conversation lors du sommet de Saint-François, il semble que Carter ait décidé que l'on discutera des accords SALT (Strategic Arms Limitation Talks) Discussions sur la Limitation des Armes Stratégiques, un sujet dont on peut dire qu'il ne risque pas de progresser de manière significative, vu que l'on en parle depuis... 10 ans.

C'est en effet en 1969 que les premières discussions ont débuté entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique sur la limitation des armements. Un premier accord est intervenu en 1972 entre ces deux puissances, accords bien limités puisqu'ils ne concernaient que les missiles intercontinentaux ni le nombre de bombes transportées par chaque missile.

Ni la France, ni la Chine n'ont consenti à signer ces accords, qui devaient être renouvelés à la fin de l'année 1978, mais qui n'ont pu l'être, sans que de toute façon, il y ait grand monde qui se soit inquiété à



ce sujet.

Et c'est des suites d'un accord non signé que Carter compte entretenir Schmidt, Cal-



laghan et Giscard. Autant dire que les résultats de cet entretien ne peuvent déboucher sur rien d'autre que des généralités.

Fort-de-France : LE CINEMA DE MAX ...

Un nouveau parti vient de naître en Martinique. Oh ! Il ne s'intitule pas ainsi et bien plus modestement, ce parti se présente comme une «équipe» qui veut défendre «la promotion et l'épanouissement de l'homme par la responsabilité et le travail». Derrière ce long titre se cache l'organisation de Max Elizé, entrepreneur de cinéma et ex-membre du Conseil Economique et Social.

Cette organisation voit le jour à la suite des polémiques dans le clan des gros capitalistes locaux entre les partisans du colloque de Dijoud et ses adversaires.

Max Elizé, après avoir soutenu Dijoud, s'est trouvé en butte aux attaques du RPR et des gros capitalistes de la banane et du sucre, tels Fabre et Hayot. Fort de l'appui de Dijoud, il essaie maintenant de construire une force qui sera au service direct de Giscard en Martinique.

Cependant, cette organisation ressemble comme une sœur aux autres organisations de droite. Ainsi, à défaut d'avoir des militants, elle a au moins un comité dirigeant fort élargi, dans lequel se retrouvent toute une série de capitalistes, de fonctionnaires et de membres de professions libérales.

Et là où le responsable de «la promotion et de l'épanouissement...» laisse percer le bout de l'oreille, c'est quand il affirme qu'il faut être «prêt pour le mois de mars, date des élections cantonales» ! Et vaillamment, Elizé se met sur les rangs, en avançant son

argent et ses locaux.

Alors, cette fameuse équipe pour «la promotion et l'épanouissement...» se montre pour ce qu'elle est : un rassemblement

électoral pour la promotion et l'épanouissement de Max Elizé.

Jacques BRUEL.

martinique

Augmentation des Tarifs des Transports

Le prix du transport dans les taxis collectifs vient d'augmenter. Par exemple, il passe de 5,25 F à 5,80 F, pour le parcours Trinité-Fort-de-France, ce qui représente une augmentation moyenne de plus de 10 %.

Bien entendu, ce sont les pauvres, ceux qui n'ont pas de moyen de locomotion propre qui devront débours un peu plus pour se déplacer. Mais de toute façon, cette hausse était prévisible car cela faisait plusieurs années que les tarifs n'avaient pas bougé, alors que l'essence, les pneus ou l'huile ont fortement augmenté durant ces dernières années, et elle permet aux propriétaires de taxis collectifs de ne pas trop faire les frais de l'inflation.

On voit donc que de quelque côté que l'on se tourne, ce sont les couches pauvres de la population qui ont à pâtir de la situation dans les transports à

l'heure actuelle.

Il y a pourtant une solution : que l'Etat ou les capitalistes prennent en charge le coût du transport : l'Etat parce que ce sont les multiples taxes et impôts notamment sur l'essence qui mettent aussi cher le prix du transport, les capitalistes parce que c'est en fonction de leurs besoins, des besoins de leurs productions que tout le système de transport est bâti. Voilà une solution qui s'élèverait aux moindres frais pour la population. Les transports aménagés en service public ce n'est pas plus aberrant que l'école devenue publique et gratuite après avoir été payante et réservée à une minorité. Mais il ne faut pas compter sur l'administration colonialiste pour l'imposer : elle est bien trop occupée à servir les gros capitalistes pour penser à la masse de la population.

LE SOMMET DE SAINT-FRANÇOIS

LA CRISE MONETAIRE TELLE QU'ILS N'EN PARLERONT PAS

Depuis le début des années 70 la crise monétaire mondiale a pris un tour plus aigu. Pour tenter de régler la situation, les chefs d'Etat impérialistes n'en finissent pas de se rencontrer, les experts des différents pays tentent de mettre sur pied toutes sortes de systèmes, pour freiner l'inflation. Giscard s'est fait le champion d'un «nouvel ordre économique mondial». Pour tant la crise monétaire se poursuit.

Avant la guerre, les monnaies étaient basées sur une encaisse-or contenue dans les banques centrales des pays (celles qui émettent la monnaie), mais, après, c'est le dollar, la plus forte monnaie du monde, qui constitua la monnaie de référence pour tous les pays. Le système basé sur l'or disparut au profit du dollar. Des quantités énormes de dollars furent concentrées dans les banques des pays européens.

Or, pendant des dizaines d'années, les USA émirent des dollars pour financer leurs guerres, soutenir ou maintenir des dictatures à travers le monde et ils en émirent tellement que le dollar perdit progressivement de sa valeur. Par effet d'enchaînement toutes les autres monnaies se dévaluèrent et les USA exportèrent l'inflation dans le monde entier. Ce sont donc les pays de moindre importance qui paient plus chèrement cette inflation. L'Angleterre et la France sont de ceux-là.

C'est pour cette raison que leurs chefs d'Etat sollicitent les USA et tentent de trouver des solutions de replâtrage.

Mais il n'y a aucune solution capitaliste à ces problèmes. Tant que le système sera basé sur le profit, le gaspillage, la spéculation, il sera incontrôlable. Les Etats ne peuvent maîtriser ces phénomènes actuellement.

C'est dans une autre société débarrassée du capitalisme, une société socialiste où les problèmes seront réglés selon un plan mondial et rationnel, où tomberont les barrières nationales qui empêchent tout développement harmonieux de l'économie, que pourront se régler définitivement tous ces problèmes.

P. JEAN CHRISTOPHE

Du côté du personnel des hôtels

Après une grève de 24 heures le dimanche 31 décembre, la direction accordait rapidement les revendications suivantes au personnel de l'hôtel Méridien :

- 8 % d'augmentation de salaire pour les permanents et les saisonniers.
- Le personnel extra (embauché pour un ou deux jours ou plus en fonction des besoins du service) obtient d'être payé journée double pour le travail effectué les jours fériés.

- Diminution d'une heure sur la durée hebdomadaire du travail (44 h au lieu de 45 h).

- Prime d'ancienneté à compter du 1er janvier 1979 et d'autres revendications.

Par contre, la direction n'a pas cédé sur la réduction du tarif des consommations pour le personnel autochtone qui paie le plein tarif alors que le personnel d'origine française paie 50 % moins cher.

Dès le début du conflit l'inspecteur du travail est intervenu rapidement pour y mettre fin et inviter la direction à donner satisfaction aux employés de l'hôtel.

A part cela, la visite des Giscard, Carter, Schmidt et Callaghan s'est traduite par une arrivée massive de personnel supplémentaire anglais, américain, etc... Plus des policiers, des CRS, et tout le personnel de sécurité des «illustres visiteurs». Ajouter à cela le grand chambardement dû à l'amélioration du matériel en place, tout cela fait que la région des hôtels ressemble à une véritable ruhe.

Vu par la population

Des gens rencontrés dans la rue ont bien voulu répondre à nos questions.

UN HOMME D'AGE MOYEN

C. O. — Que pensez-vous de la visite de Giscard et ses invités ?

R. — Je pense que c'est bien.

C. O. — Dans quel sens ?

R. — C'est le président de la République.

C. O. — Expliquez-vous.

R. — Il a fait de bonnes choses. Par exemple, depuis son dernier voyage, mon père reçoit une certaine somme en tant qu'ancien agriculteur.

C. O. — Et vous de quoi bénéficiez-vous ?

R. — Rien. D'ailleurs j'étais employé sur le golf pendant quatre ans. On m'a suspendu, avec d'autres travailleurs. On nous a promis de nous reprendre, puis de nous indemniser. Finalement nous n'avons rien obtenu et d'autres travailleurs ont été embauchés à notre place. Aujourd'hui, je suis pêcheur et je me débrouille pas mal.

UN JEUNE, ANCIEN ELEVE DU CET DU MOULE

C. O. — Que penses-tu de la visite de Giscard ?

R. — C'est bien. Ça va faire évoluer le pays. Ça nous apportera quelque chose.

C. O. — Travailles-tu en ce moment ?

R. — Non. Mais je pense par exemple que

si le Maire intervient auprès du Président, il pourra faire créer des emplois dans la région.

UN AUTRE JEUNE, TRAVAILLANT DANS L'HOTELLERIE

C. O. — Que penses-tu de la visite de Giscard ?

R. — Cela a deux côtés. Un bon et un mauvais. Le bon côté, c'est que l'on connaîtra un peu plus la Guadeloupe et la région de Saint-François, on construira peut-être d'autres hôtels à cause de l'arrivée d'autres touristes, ce qui permettra de créer de nouveaux emplois.

Le mauvais côté : C'est que la vie qui est déjà chère dans la région, va continuer à augmenter. Il deviendra impossible à un Saint-Françoisien moyen d'aller manger ou boire dans un restaurant ou bar de la région, tant cela coûtera cher.

UN HOMME

C. O. — Que penses-tu de la visite des quatre hommes d'Etat ?

R. — Rien. Dans la mesure où on ne sait même pas de quoi ils vont discuter. Je crois qu'ils avaient besoin d'un coin tranquille «pou bwè dlo a yo», alors ils ont choisi Saint-François en Guadeloupe. De toute façon, ça ne rapportera rien à la région. D'ailleurs, avec mes autres camarades nous rigolons beaucoup à propos de cette visite.

GUADELOUPE

Interview d'un agent municipal

Nous publions ici la suite de l'interview parue dans le numéro précédent :

C. O. — Peux-tu nous parler des conditions dans lesquelles travaille le personnel municipal ?

M. X. — Cela dépend des mairies, je peux au moins parler de celle où je travaille.

Les conditions de travail traduisent toujours cette même prostitution politique.

C. O. — Les dispositions statutaires ne sont donc pas respectées ?

M. X. — Absolument pas. Les manœuvres, les employés des ordures ménagères travaillent dans des conditions très dures. Certains n'ont même pas de congés annuels. Les femmes salariées ne bénéficient pas des deux jours de congé supplémentaire par enfant à charge.

En plus, il règne parmi les personnels un véritable climat de favoritisme. Certains agents qui ont la faveur des maires peuvent s'absenter comme bon leur semble, sans autorisation, et dans beaucoup de communes, les horaires qui étaient appliqués, tenant compte des besoins de la population et des conditions climatiques, sont modifiés pour des raisons personnelles de certains agents, intimes des maires, et bien souvent malgré les protestations vigoureuses de la majorité du personnel.

C. O. — Et les salaires ?

M. X. — Les manœuvres, recrutés à titre précaire et révocable, travaillent à temps complet, constituent la majorité du personnel et sont payés au SMIC.

C. O. — Comment se font l'avancement du personnel et les notations ?

M. X. — Selon le bon vouloir des maires. Car là non plus, les textes ne sont pas respectés. Et ceux qui se disent «départementalistes» notamment, n'ont jamais appliqué la circulaire de 1962 relative à la notation

du personnel communal.

C'est en général aux approches des élections que les fiches sont distribuées, et l'avancement à l'ancienneté maximum, souvent refusé, est accordé par l'autorité de tutelle. C'est la période où les «chouchous» du-maire bénéficient de changements de grade les plus surprenants et de rappels avec chiffres suivis de quatre zéros !

C. O. — Face à tout cela, comment réagit le personnel ?

M. X. — Tout murmure de mécontentement entraîne la mutation dans un service ne correspondant pas à votre spécialité. Une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement peut tomber si l'on persiste.

C. O. — Le personnel est-il organisé en syndicats ?

M. X. — En fonction des conditions de recrutement, toute organisation syndicale est difficile. Officiellement, il existe des filiales de certains syndicats, mais la plupart du temps, les secrétaires de ces syndicats ne font en tout et pour tout qu'établir les listes des représentants du personnel aux différentes commissions paritaires.

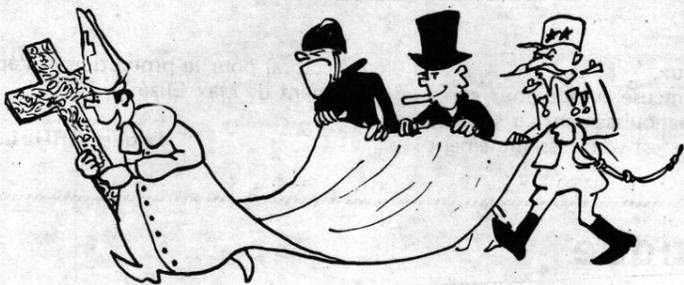
Il n'existe donc aucune vie syndicale, aucune information aux personnels. Ceux-ci sont le plus souvent obligatoirement liés au maire, qui n'hésite pas à utiliser d'une manière permanente deux ou trois manœuvres pour ses tâches domestiques.

C. O. — Doit-on en conclure, dans ces conditions, que la création de tout syndicat est impossible ?

M. X. — La prise de conscience, quoique timide, des jeunes, me laisse à penser que dans les années à venir apparaîtront des syndicats du personnel communal plus combattifs.

LE PAPE

CONTRE L'AVORTEMENT



Le pape Jean-Paul II vient de prendre position contre l'avortement. Il menace même d'excommunier les médecins catholiques qui pratiqueraient des avortements, car dit-il, leur rôle n'est pas d'être «les ministres de la mort mais ceux de la vie».

Voilà un pape qui n'hésite pas comme ses prédécesseurs à dénier aux femmes cette liberté élémentaire qui consiste à disposer librement de leur corps. Et Jean-Paul II de reprendre le même couplet : «C'est un crime que d'interrompre une grossesse».

Mais le crime, c'est d'acculer des populations entières à vivre dans les conditions matérielles les plus scandaleuses. Car pour bien des femmes, la naissance d'un enfant constitue une véritable catastrophe, vu leur situation matérielle. C'est pourquoi elles choisissent la solution de se faire avorter. C'est la société actuelle et les inégalités qui y ont cours

qui conduisent les femmes à cette solution barbare qu'est l'avortement.

Pourtant cette solution constitue très souvent pour les femmes le seul recours pour éviter une naissance qu'elles ne souhaitent pas.

C'est pourquoi nous révolutionnaires défendons ce droit. Le droit pour les femmes à disposer de leur propre corps.

Que les responsables politiques ou religieux de cette société se taisent là-dessus, qu'ils gardent au fond de leur gorge leurs litanies hypocrites sur le respect et la beauté de la vie. Ce sont ces mêmes gens qui les uns décident et dirigent guerre et répression qui coûtent la vie à des millions d'individus, pendant que les autres (les papes et autres chefs religieux) bénissent et sanctifient massacres et massacres.

guadeloupe :

GREVE CHEZ BATA

Le 30 décembre, le personnel du magasin BATA, à Pointe-à-Pitre, s'est mis en grève. Les revendications : tout d'abord concernant le salaire, qui consiste actuellement en un fixe de 1.550 F, plus un pourcentage selon les chaussures vendues par employé, ce qui tend à diviser le personnel; les employés réclament un minimum de base de 2.000 F réajusté, plus 1 % par année d'ancienneté.

- Ils demandent par ailleurs :
 - 40 h de travail par semaine (au lieu de 42 h);
 - le paiement d'un 13^e mois.

La direction a tenté de marchander en proposant une petite augmentation, mais le personnel a refusé, et affirme sa détermination à poursuivre l'action jusqu'à satisfaction. Le magasin était pourtant ouvert le mardi 2 janvier : en effet, la forme d'action adoptée par les employés est celle des «grèves à répétition», si chères à la CGTG. Ils devaient en principe se réunir pour décider du prochain jour d'action.

A LA PALETTE FIN DE LA GREVE

Après 4 jours de grève, les employés de la Palette ont décidé d'arrêter leur mouvement sur la simple promesse que les patrons acceptaient de négocier. Ces négociations ont bien eu lieu, mais elles n'ont débouché que sur l'établissement d'une grille hiérarchique des salaires. En ce qui concerne la mensualisation des manœuvres et des femmes de ménage, les patrons ont refusé de céder.

Ceux de la Palette n'ont pas gagné, mais ils auront du moins montré par ce mouvement qu'ils n'acceptaient pas sans mot dire les conditions qui leur sont faites.

licenciements à la S.I.G

Un seul vrai «recours» :

LA LUTTE!

A la suite d'une intervention des organisations syndicales, Mme Michaux-Chevry, présidente du Conseil Général, a adressé au Directeur Général de la S.I.G. un télégramme l'informant qu'une réunion de travail du Conseil Général aura lieu début janvier 79, pour examiner «l'affaire S.I.G.» et, en conséquence, elle demande à la direction de surseoir au moins jusqu'à la réunion de cette commission de travail, à tout licenciement.

Et il n'en a pas fallu plus aux sections syndicales C.G.T.G., F.T.G., U.G.T.G. et F.O., qui ont aussitôt adressé collectivement, au personnel de la S.I.G., aux autres travailleurs et à toute la presse, un communiqué sur le thème «ayons confiance en nos élus». Dans ce communiqué on peut lire notamment :

«Ils (nos élus) constituent pour nous le recours le plus sûr.
Camarades soyez vigilants et patients.
Votre cause est juste. Elle sera défendue par ceux que nous avons investis de notre confiance.»

Qu'un appel aux élus constitue un recours supplémentaire soit ! Mais il ne saurait être en aucune façon «le plus sûr recours» pour les travailleurs menacés de licenciement.

La meilleure arme des travailleurs de la S.I.G., c'est avant tout de ne compter que sur leurs propres luttes et de ne se faire aucune illusion sur la possibilité que les élus règlent leurs problèmes à leur place.

C'est à cette condition qu'ils pourront réellement empêcher les patrons de licencier.

COPATEL : les employés en lutte



L'ensemble du personnel de l'hôtel COPATEL qui s'élève environ à 200 personnes (en comptant permanents et saisonniers) a été licencié — pour raisons économiques. Les employés ont décidé d'occuper l'hôtel.

La direction a profité du fait que le personnel était en congé pour fermer l'hôtel. C'est donc à leur retour qu'ils ont été licenciés. Ils n'hésitèrent pas à riposter et décidèrent avec leur syndicat (UGTG) d'occuper tout de suite l'hôtel.

Cela fait donc 4 mois que les travailleurs de COPATEL sont sans travail et luttent pour que l'hôtel ne ferme pas.

Ils ont organisé plusieurs meetings et des galas à l'hôtel.

Un comité de soutien élargi a été constitué.

Les membres de la direction sont en France et n'ont pas donné signe de vie jusqu'ici.

Pour justifier la fermeture de l'hôtel, ils ont invoqué des difficultés financières.

Ces mêmes patrons qui crient faillite aujourd'hui, ont investi des sommes énormes pour construire cet hôtel — qui a fonctionné durant 3 ans. Ce n'est pas la fonction qui a manqué, mais l'hôtel a fonctionné. Après avoir amassé des profits, ces mêmes patrons plient bagages, en jetant les travailleurs à la rue.

Ces messieurs agissent comme des pirates qui s'en vont avec leur butin chercher fortune ailleurs.

Dans l'hôtellerie, c'est un fait courant. Certains hôtels en Guadeloupe ont déjà fermé leurs portes dans les mêmes conditions. Dans cette même commune du Moule, c'est le deuxième hôtel qui déclare faillite.

C'est un véritable scandale !
Les travailleurs de COPATEL qui occupent l'hôtel et le maintiennent en activité ont besoin du soutien de tous.

air france :

NOUVELLE AUGMENTATION DES TARIFS

dant ces 15 derniers jours, il faut accroître les rotations d'appareils et les passagers sont à la merci de la moindre panne. Le plus petit retard se répercute en s'amplifiant de vol en vol et finit par atteindre des heures.

Les services d'Air-France, ayant le monopole des transports sur le réseau Antilles-Guyane se moquent bien de la gêne occasionnée ainsi à l'utilisateur, assurés qu'ils sont que l'on aura besoin d'eux. Mais c'est compter sans les mouvements de colère qui peuvent survenir au moment où l'on s'y voit le moins.

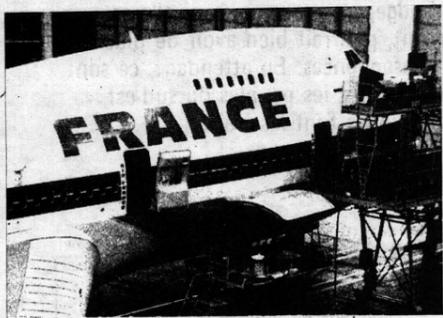
J. B.

C'EST LA PAGAILLE !

Il y a un mois, les services d'Air-France clairoannaient bien fort la mise sur pied d'un nouveau tarif pour les liaisons aériennes entre la France et les Antilles : 2.000 Francs pour un aller-retour en basse saison. Pour une fois, il allait y avoir une diminution des tarifs et on passait sous silence le fait que les services, allaient être réduits (repas en moins, places plus serrées, etc...).

Mais c'était compter sans la rapacité des dirigeants de la compagnie. En effet, il y a eu à partir du 1er janvier une nouvelle augmentation des tarifs de 5 % environ. Le billet Guadeloupe-Martini-que passe de 300 à 314 Francs. Bien entendu, on s'est gardé de claironner cette augmentation en espérant qu'elle passera en douceur, dans la confusion des fêtes de fin d'année.

Comme on le voit les dirigeants d'Air-France ne se privent pas de pressurer l'utilisateur. Mais tant va la cruche à l'eau...



Pour la période des fêtes de fin d'année, Air-France a battu les records de pagaille.

C'est ainsi que les retards se sont accumulés dès les premiers jours de vacances, atteignant bien souvent plusieurs heures.

Aucun avis de retard n'était donné à l'utilisateur qui se retrouvait coincé en attendant le départ pendant plusieurs heures à attendre que l'avion daigne arriver et bien souvent, l'énerverement gagnait les passagers auxquels le personnel ne pouvait que communiquer les retards des appareils.

Les raisons de cette pagaille tiennent en grande partie à l'insuffisance du nombre de places sur cette ligne pendant la période des fêtes. Pour faire des économies, Air-France a remplacé les gros avions par des plus petits; quand il n'y a pas trop de passagers, cela est encore supportable. Quand on se trouve en période de pointe comme pen-

CINEMA

"LA FEMME LIBRE"

de P. Mazursky

«La femme libre», film de Paul Mazursky, c'est d'abord l'histoire d'une femme qui, comme tant d'autres femmes, a vécu pendant des années dans l'ombre d'un homme, son mari. Et lorsque cet homme décide de la quitter une autre, c'est avec toute une période, un véritable effondrement.

Ensuite cette femme va progressivement se ressaisir et faire un véritable apprentissage qu'il s'agit d'un repli égoïste sur soi-même.

Paul Mazursky a réussi là un très beau film, qui évite tout mélodrame. Un film chaleureux et tendre, mais aussi très lucide, sur l'égoïsme tranquille des hommes bien sûr, mais aussi sur la peur de la solitude et la difficulté qu'éprouvent la plupart des femmes à organiser leur vie en tant qu'être humain à part entière, sans se référer en tout et pour tout à un homme.

Un film à voir par toutes les femmes et par tous les hommes.

"EN L'AUTRE BORD"

de J. Kanapa

Le week-end du cinéma antillais qui s'est déroulé à Mâcon (petite ville du centre-est de la France à une centaine de kilomètres de Lyon) nous a révélé entre autres une nouvelle œuvre de J. Kanapa «En l'autre bord»

Jérôme Kanapa est ce jeune cinéaste français qui s'est fait connaître en réalisant «Toutes les Joséphines» ne sont pas impérialistes». Dans sa nouvelle production c'est une démarche différente

qu'a retenue J. Kanapa. A l'inverse de «Toutes les Joséphines...»: «En l'autre bord» est un long métrage, un film de fiction destiné à être projeté dans les circuits cinématographiques.

Dans ce film, nous pouvons suivre les tribulations d'une mère de famille antillaise dans l'émigration ainsi que ses problèmes avec les hôpitaux psychiatriques. En passant, ce sont tous les aspects de la vie d'émigrés qui sont abordés, le racisme, les problèmes de logement, les rapports avec la police et la machine judiciaire. Cette mère de famille est d'autant plus attachante que son rôle est magistralement interprété par Toto Bissainthe.

Ce film n'a pas encore été projeté, ni aux Antilles, ni en France. C'est dommage. Espérons que cette situation ne durera pas. D'ores et déjà nous invitons nos lecteurs à aller le voir et à le faire voir dès sa sortie.

A NOS LECTEURS !

Le Journal COMBAT OUVRIER est désormais hebdomadaire.

Vous pouvez le trouver en Guadeloupe et en Martinique dans les kiosques et les librairies à votre librairie.

COMBAT OUVRIER hebdomadaire est vendu en France au prix de 2 F.

Tarif d'Abonnement :

Antilles : pour un an 65,00 F
pour 6 mois 35,00 F

France : pour un an 100,00 F
pour 6 mois 50,00 F

Abonnez-vous pour soutenir le journal !

IRAN: L'ARMEE ET LA POPULATION FACE A FACE



L'ARMEE IRANIENNE

presque rien. La solution à la crise violente qui secoue l'Iran ne peut venir que de ces deux camps.

Dans les rues des principales villes, les manifestations sont devenues émeutes. Des bureaux officiels, des banques sont saccagés, les manifestants construisent des barrières et y mettent le feu pour empêcher l'intervention de l'armée. Des mutineries ont eu lieu dans certaines prisons aboutissant à la libération de centaines de prisonniers politiques.

Le mouvement populaire s'approfondit encore. Il touche désormais les dernières catégories de la population qui ne se prononçaient pas encore sur le départ du Shah. C'est ainsi que les médecins ont rallié le mouvement à la suite de la répression féroce exercée par l'armée jusque dans les hôpitaux.

Peu à peu tous les secteurs économiques sont paralysés. Après les banques, les douanes et le pétrole, ce sont les chemins de fer, puis les secteurs de l'alimentation, viande et pain, qui sont touchés.

Dans certains cas, la population s'attaque à la police politique, la SAVAK.

En face de cette mobilisation sans précédent des populations iraniennes, on assiste à une intervention de l'armée plus décidée et plus répressive. A ce propos on peut estimer que les massacres de MACHAD ont valeur de test. L'armée iranienne, forte de 500.000 hommes, encadrée et surentraînée par des dizaines de milliers de conseillers techniques américains, et équipée du matériel le plus perfectionné, joue son rôle de chien de garde de l'ordre bourgeois. Elle ne fait plus semblant de tirer en l'air, mais fauche des dizaines de manifestants avec des auto-mitrailleuses ou autres armes de guerre.

Les multiples tentatives du souverain

iranien pour former un gouvernement civil d'union nationale paraissent vouées à l'échec. Les uns après les autres, les politiciens modérés appelés par le Shah, désavoués par leur parti et aussi par les masses, reculent.

Le dernier en date, Chapour Bakhtiar a bien accepté de former un gouvernement, mais son parti le Front National a refusé de le soutenir et le gouvernement n'est toujours pas formé.

Mercredi matin des rumeurs circulaient sur une éventuelle retraite du Shah et la mise en place d'un conseil de régence. Mais celles-ci ont été aussitôt démenties par le palais.

En fait, le Shah semble avoir joué toutes ses cartes. Il n'a pas réussi, mais il s'accroche à sa dernière planche de salut : le soutien de l'impérialisme américain.

En fin de compte l'intervention de l'impérialisme américain — même indirecte par l'armée iranienne interposée — est décisive. C'est l'impérialisme américain qui décidera en dernier ressort s'il faut lâcher le Shah et choisir une solution de rechange. Ses intérêts, dans cette partie du monde tant du point de vue économique que stratégique, sont immenses. L'Iran, pays frontalier de l'URSS, demeure une pièce maîtresse dans la stratégie des USA.

Compte tenu des forces en présence et de qui les dirige, l'impérialisme peut jouer sur les deux tableaux : le mouvement populaire ou l'armée.

Le mouvement populaire est dirigé par des gens (Khomeiny, les ayatollahs et l'opposition civile) qui ne remettent pas en cause l'ordre capitaliste, ni la propriété privée, ni les privilèges de la richesse. Mais l'impérialisme, tant qu'il peut agir autrement, n'a pas intérêt à se presser d'accepter la venue au pouvoir d'une équipe ins-

pirée par Khomeiny et s'appuyant sur un mouvement populaire, même si cette équipe ne remet pas en cause l'ordre bourgeois. En effet, une telle équipe, si elle venait au pouvoir pourrait se montrer exigeante vis-à-vis de l'impérialisme. Elle aurait la possibilité — tout en limitant et calmant le mouvement populaire — de s'appuyer sur lui pour réclamer un allègement de l'emprise de l'impérialisme sur l'économie et la politique iraniennes. Un gouvernement proche de Khomeiny ne serait envisagé qu'au cas où l'impérialisme considérerait que l'armée serait incapable de limiter le véritable soulèvement populaire actuel.

La solution qui assurément conviendrait le mieux aux USA serait que les militaires prennent directement les choses en main, tout en laissant tomber le Shah. Une telle solution leur permettrait alors de négocier avec l'opposition religieuse qui aurait pour rôle de calmer les masses.

Mais tous ces plans peuvent fort bien être remis en cause par les masses populaires iraniennes. Cela suppose cependant que celles-ci rompent avec la direction religieuse qu'elles soutiennent et se donnent leur propre direction politique.

Une telle direction ne pourrait être qu'un parti ouvrier révolutionnaire. Dans la situation actuelle on voit mal d'où pourrait venir la poussée initiale qui lui donnerait naissance.

Pourtant, en dépit de cela, malgré la répression qui les touche et celle plus brutale qui les guette (quels que soient ceux qui dirigeront l'Iran demain), les masses iraniennes acquièrent au cours des événements actuels une expérience immense qui les préparent à des luttes futures dont elles auront alors elles-mêmes le contrôle.

Marianne TIBUS

Les événements s'aggravent en Iran. Le pays semble au bord du chaos.

Au fil des derniers jours de décembre, la position des parties en présence s'est radicalisée et renforcée. Entre l'armée conseillée et équipée par l'impérialisme américain et le mouvement populaire dirigé par l'ayatollah Khomeiny, il n'y a plus rien ou



CAMBODGIENS FAITS PRISONNIERS

CAMBODGE - VIETNAM: L'IMPASSE NATIONALISTE

Le conflit entre le Cambodge et le Vietnam, ouvertement déclaré depuis un an, semble entrer dans une nouvelle phase. Les troupes vietnamiennes, appuyant un certain nombre d'éléments cambodgiens opposés au régime actuel, ont lancé une offensive de grande envergure depuis le premier janvier.

C'est en effet, semble-t-il, une douzaine de divisions, appuyées par des blindés et de nombreux raids aériens (40 à 50 par jour) qui ont pénétré au nord-est du Cambodge, et se seraient emparé de la ville de Kratié. On signale par ailleurs des combats à travers tout le pays, à quelques dizaines de kilomètres de la capitale, Pnom-Penh.

Les « Khmers Rouges », qui dirigent actuellement le Cambodge, ont lancé un appel « à la communauté internationale », demandant notamment l'intervention de l'ONU. Ils semblent donc être en difficulté, ce qui n'a rien d'étonnant, d'un point de vue strictement militaire : le Vietnam, six fois plus peuplé, est beaucoup plus puissant que le Cambodge. Par ailleurs, on ne saurait affirmer avec précision quelle est l'influence du FUNSK (Front Uni National pour le Salut du Kampuchea), mouvement qui a l'appui du Vietnam.

Cette guerre, désormais ouverte, entre régimes se disant « communistes », a pu étonner, voire consterner, ceux qui se faisaient des illusions quant à la nature réelle des Etats mis en place au sud-est asiatique à l'issue de la guerre contre l'impérialisme français, puis américain. Ces Etats n'ont rien à voir avec le pouvoir des travailleurs : dirigés par la petite-bourgeoisie radicale, qui a su mobiliser derrière elle la majorité de la population, les intérêts qu'ils défendent sont ceux de leurs nations respectives. Ce sont donc deux nationalismes, et non deux « communismes » qui s'affrontent en Indochine.

Mais la presse occidentale, qui se plaît

à souligner le caractère « séculaire » des oppositions entre les deux pays, ne dit pas un mot sur le fait qu'en un siècle d'occupation, les impérialistes français puis américains n'ont laissé que ruines derrière eux. En faisant tout pour attiser les rivalités nationales, ils sont en grande partie responsables de la situation actuelle.

Mais derrière le conflit khméro-vietnamien, d'autres oppositions se profilent : notamment celle entre l'URSS et la Chine, dont l'une soutient le Vietnam et l'autre le Cambodge, et cette guerre, si elle se prolongeait, pourrait bien avoir de plus graves conséquences. En attendant, ce sont, une fois de plus, les peuples du sud-est asiatique qui en font les frais.

Max RODON

FRANCE: NOEL ANTILLAIS A LA TELEVISION

Dans l'après-midi du 25 décembre, la chaîne de télévision TF1 en France a choisi de présenter Noël aux Antilles, s'assurant ainsi l'écoute de nombreux Antillais en France.

Mais la télévision française n'a pas manqué à la tradition de télévision coloniale. Elle a réalisé une émission avant tout douciste. Seuls étaient montrés les beaux paysages et les danses et beaucoup ont dû conclure que les Antillais passent leur vie à s'amuser, à boire, et qu'ils sont de surcroît tous bornés par des superstitions, comme le suggérait l'émission.

D'ailleurs inviter Henri Salvador — peut-être d'origine antillaise, mais tellement méprisant vis-à-vis de nous — pour représenter les Antilles, était vraiment choquant. Il fallait l'entendre répéter stupidement : « avec ces gens-là (comprenez les Antillais) tout est prétexte à chanter et à danser ».

Heureusement, l'émission ne s'est pas limitée à ce « rigolo ». Le second invité était l'ex-champion Roger Bambuck.

Bien sûr, Bambuck n'a pas attaqué ouvertement le régime. Mais il en a dénoncé certains aspects, disant qu'ils étaient liés au colonialisme. Il a regretté le fait que

certaines Antillais rejettent le créole, défendent l'enseignement de l'histoire et la géographie des Antilles en Guadeloupe et en Martinique. Il a raconté comment, aux Antilles, plusieurs familles d'un quartier s'entendent pour nourrir ensemble le cochon tué à Noël, preuve d'une solidarité qui rend plus supportable les difficultés. Enfin, il était bon qu'il explique que si les fêtes ont de l'importance aux Antilles, c'est justement à cause de la misère dans ces îles, misère dont à son avis, on ne parle pas assez.

Si cela n'a pas « sauvé » l'émission, cela a permis de mieux faire comprendre certaines scènes comme le « gragé manioc », accompagné du Gros-ka à Marie-Galante en les situant dans leur véritable contexte de misère et d'exploitation.

Et si des émissions sur les Antilles, même sur les fêtes, sont intéressantes en France, il est scandaleux alors que des milliers de gens sont au chômage aux Antilles et vivent dans la misère, que la télévision française ait le cynisme de faire passer les Antillais pour de joyeux fétards au soleil.

N. C.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
B.P. 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex
Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire